

PÊCHER OU CULTIVER LA MER?



L'avenir des pêches artisanales dépend dans une grande mesure de la capacité de remplacer des prises sur le déclin par des systèmes maricoles basés sur des principes de développement durable plutôt que sur une exploitation incontrôlée.



Les collectivités d'Amérique latine qui vivent de la pêche artisanale ont un important défi à relever à l'heure où les richesses naturelles de la côte s'épuisent, où l'environnement se dégrade et où la qualité de vie ne cesse de décroître dans les zones côtières.

Il faut, d'autre part, tenter de maintenir la production mondiale des mers à son niveau actuel qui atteint un sommet de 100 millions de tonnes (dont plus de 15 % proviennent de l'Amérique latine). Pour y arriver, les gouvernements et les pêcheurs doivent se concerter et prendre sans délai des mesures énergiques.

La Commission régionale pour le Sud du Pacifique, qui réunit les pouvoirs publics chargés des pêches dans la région, a manifesté son intention de hausser la consommation locale de produits de la mer (pour la faire passer de 5 à 15 kg par habitant annuellement) sans pour autant

réduire les exportations qui s'établissent à 13 millions de tonnes. C'est donc dire que l'Amérique latine devra accroître sa production de 30 % d'ici l'an 2000. Il faudra en outre déployer d'énormes efforts pour remplacer une industrie de la pêche sur le déclin par une mariculture intensive (un système de culture des poissons et des fruits de mer qui vise à garantir la pérennité de la ressource, plutôt que de l'abandonner à une exploitation sauvage).

Les planificateurs devront de plus instaurer un programme efficace de gestion des zones côtières et de leurs richesses naturelles, qui reposera sur la participation des quelque 2 millions de pêcheurs qui vivent sur les 22 000 km de rives du continent. Mais jusqu'à quel point un tel programme a-t-il des chances de voir le jour, quels problèmes posera-t-il et quelles seront ses limites?

Les petites exploitations de pêche artisanale fournissent plus de 90 % des produits de la mer que consomment les populations locales, ainsi qu'une large part des produits marins de qualité supérieure qui va à l'exportation. Forts de l'expérience qu'ils ont acquise et de leur excellente connaissance du milieu marin, les pêcheurs artisans sont particulièrement bien placés pour assurer la mise en oeuvre d'un programme intensif de mariculture côtière.

Pour que ces pêcheurs passent effectivement de la pêche à la culture des produits marins, certaines conditions doivent être réunies: formation et organisation adéquates, soutien technique, bonne vision d'ensemble des méthodes d'aménagement des richesses naturelles, identification des technologies appropriées et reconnaissance du rôle crucial de la communauté dans le développement.

EXPLORE

LA DURE LUTTE POUR LES PRODUITS DE LA MER

Le produit de la pêche artisanale représente, en valeur, plus de 40 % de la production globale des pêches du continent. Les pêcheurs artisans fournissent aussi la matière première à toute une industrie de la pêche, d'une grande importance pour l'économie locale. Leurs conditions de vie demeurent néanmoins plutôt médiocres puisqu'ils ne possèdent qu'un faible niveau d'instruction et de formation, et qu'ils n'ont qu'un accès marginal au marché.

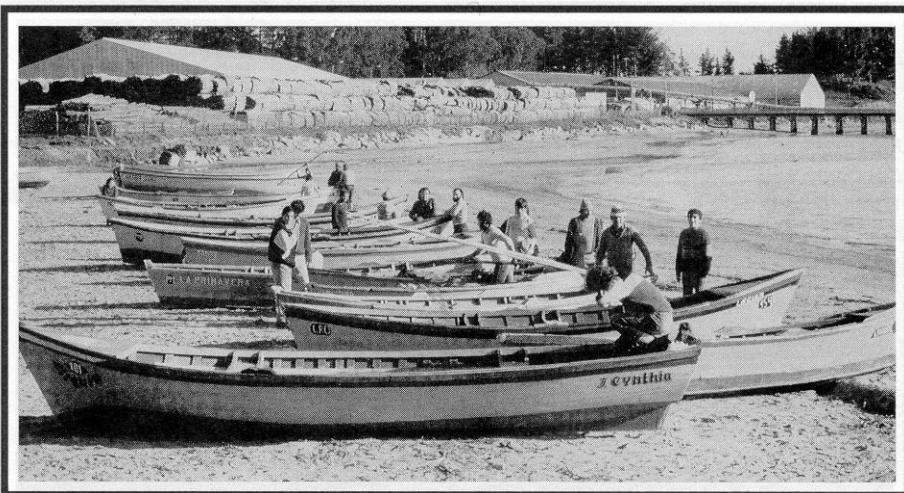
En Colombie, les collectivités côtières font face à une dégradation des marécages et des estuaires. La construction de routes et la destruction extensive des mangroves au profit de parcs de croissance de crevettes ont épuisé des richesses naturelles que les populations exploitaient depuis toujours.

Au Brésil, les pêcheurs doivent diversifier leurs activités pour être mieux en mesure d'affronter la concurrence de la pêche industrielle (du thon, par exemple), et ils ont dès lors un pressant besoin de soutien tant technique qu'institutionnel.

Au Pérou, les collectivités de pêcheurs manquent d'organisation et elles n'ont pas cette formation spécialisée qui leur permettrait de tirer parti des nouvelles techniques.

Au Chili, où le niveau d'organisation est meilleur, l'Association nationale des pêcheurs cherche à obtenir un meilleur accès au marché. Elle demande en outre des lois sur les pêches qui favorisent le développement des collectivités.

Sur l'ensemble du continent, les pêcheurs se rendent compte que, plus la ressource se fait rare, plus augmente le risque de conflits entre les pêcheurs artisans et le secteur de la pêche industrielle. Qui plus est, la concurrence pour obtenir un libre accès à ces richesses naturelles prend de plus en plus la forme d'une lutte destinée à garantir, sur le plan juridique, un accès restreint à certains milieux, et plus particulièrement aux zones côtières capables d'accueillir des installations maricoles.



Les collectivités de pêche sont parfois dépourvues d'organisations capables d'assurer la formation exigée par l'arrivée des nouvelles technologies.

Le CRDI s'efforce de promouvoir, grâce à son programme des pêches pour l'Amérique latine, une approche intégrée face aux problèmes de la pêche artisanale. Des rencontres régionales ont été tenues, auxquelles des établissements de recherche, des gouvernements et des organismes non gouvernementaux ont participé. Les organisations de pêcheurs ont également eu leur mot à dire lorsqu'est venu le moment de définir et d'évaluer les priorités et les solutions de rechange.

Ces premières démarches ont mené à la création, au milieu des années 80, d'un modèle de développement multidisciplinaire des collectivités côtières appelé «Développement côtier intégré (DCI)». Il reconnaît 3 éléments qui font intégralement partie du processus de développement, à savoir:

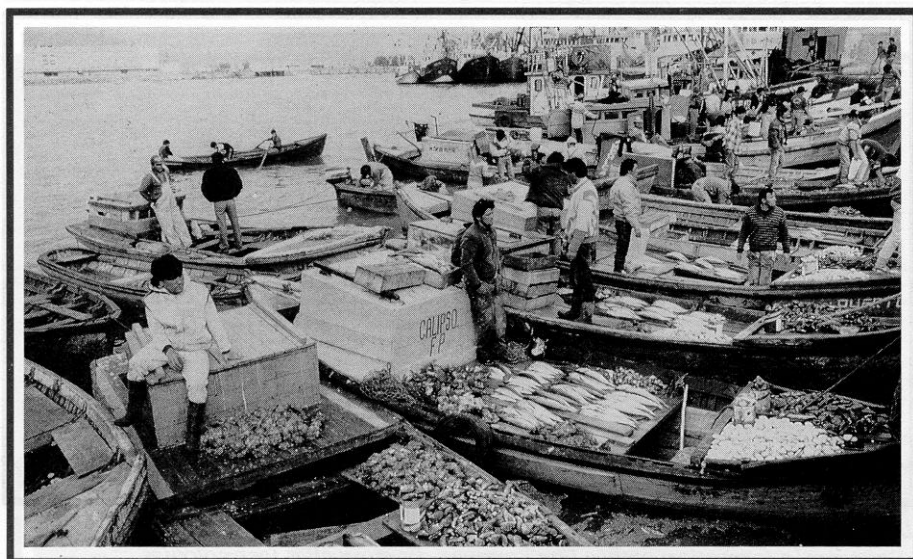
- La collectivité: les besoins sociaux de la population, la conjoncture économique (l'accès au marché) et le milieu culturel. C'est là le champ de compétences du spécialiste des sciences sociales et économiques.
- Les richesses naturelles et l'environnement. Dans ce cas, les travaux de recherche portent sur les problèmes de préservation du milieu marin et de renouvellement de la ressource halieutique. Cet élément relève du champ de compétences du biologiste, de l'écologiste et de l'océanographe.

- La technique, en particulier les problèmes liés à l'élaboration de techniques qui permettent de faire un usage approprié de l'environnement (technique de capture, de culture ou de transformation). Cet élément relève du champ de compétences des technologues et des ingénieurs.

Il y a des croisements entre ces trois champs de compétences. Ainsi, les secteurs des richesses naturelles et de la technique se croisent pour produire du matériel de pêche qui ne détruit pas l'environnement et ne pollue pas. Les secteurs techniques et de la collectivité voient au transfert de technologies appropriées et s'assurent que les pêcheurs bénéficient de cours de formation. La collectivité et les richesses naturelles deviennent le lieu où l'on discute l'attribution des permis de pêche, l'accès à la ressource et l'aménagement des zones côtières.

Les projets de pêche artisanale au Brésil, en Colombie, au Chili et au Pérou s'inspiraient du modèle de DCI. Un réseau régional a été créé pour coordonner ces projets et améliorer le transfert d'informations.

Les progrès réalisés dans leurs recherches ont été évalués lors d'un colloque régional en 1989. Les participants en ont profité pour resserrer les liens récemment établis entre chercheurs, pêcheurs et gouvernements. Des comités nationaux de DCI ont alors pris



Le modèle de Développement côtier intégré reconnaît trois éléments essentiels du développement: la communauté, la ressource et l'environnement, et la technologie.

naissance au Brésil, au Chili et au Pérou. Ces comités ont des tâches variées. Ils passent ainsi en revue les progrès des membres, ils mesurent l'évolution récente de la situation des pêcheurs artisanaux et ils soutiennent les organismes nationaux qui représentent les travailleurs du secteur de la pêche artisanale. Enfin, et peut-être plus important encore, ils soulignent les problèmes et les priorités que les chercheurs et les pêcheurs ont identifiés.

Le rôle que jouent ces comités constitue un élément essentiel du plan visant le développement coordonné des pêches artisanales. Le Comité de DCI péruvien est actuellement présidé par un pêcheur, M. Angulo, qui est par ailleurs aussi l'un des dirigeants de l'Association des pêcheurs du Pérou (CONAPAR), récemment formée.

Le programme de DCI pour l'Amérique latine demeure en évolution. Il bénéficie constamment des échanges entre chercheurs et pêcheurs. Il favorise en outre la circulation d'informations entre pairs et permet aux représentants des collectivités d'assister à des rencontres dans d'autres pays. Plus de 15 pêcheurs du Brésil, de Colombie, du Pérou et de l'Uruguay ont ainsi pu participer, entre 1987 et 1990 au Chili, à des colloques organisés par des pêcheurs.

Les pêcheurs de l'Amérique latine sont en train de se découvrir un nouveau rôle, à savoir celui de cultiver l'environnement marin en assurant sa préservation (tout comme le font d'ailleurs les petits exploitants qui apprennent à cultiver leur terre à l'intérieur de systèmes agricoles intégrés). Le processus de DCI représente en outre un défi pour tous les scientifiques œuvrant en environnement marin. Ils doivent apprendre à intégrer leurs différentes disciplines pour définir une vision écologique du processus de production maricole et mettre au point un modèle rationnel qui donne aux générations futures les moyens de tirer parti de la mer et de ses richesses alimentaires.

Ramon Buzeta est agent principal du Programme des pêches au Bureau régional pour l'Amérique latine et les Antilles du CRDI.



M. ROGELIO VILLANUEVA
Coordonnateur régional
Réseau des pêches artisanales
Instituto del Mar del
Peru (IMARPE)
Apartado 3734 Lima
Téléphone: (51.14) 297-630 ou
299-811
Télécopieur: (51.14) 290-533



Leur vie se lit dans leur visage cuivré et prématurément plissé, marqué par un mélange de soleil, d'air et de mer qui laisse un sillon que ni les années ni le bien-être économique à venir ne pourront effacer.

Ce sont les pêcheurs du Chili, ceux qui, dès l'âge de 8 ans, commencent à pêcher «pour aider leur père», ceux qui plus tard continuent de faire ce travail dur mais pourtant difficile à abandonner. L'amour de la mer est un sentiment très fort raconte Hugo Aracibia, président de la Fédération régionale des petits pêcheurs de la région Huit du Chili, une des trois plus importantes zones de pêche du pays.

Les pêcheurs luttent pour que leurs fils ne suivent pas le même chemin, mais le problème économique, aggravé par un bien-être social et un système de santé précaire et par une éducation quasiment nulle, font de ce désir un rêve que bien peu réussissent à atteindre.

Avec ses 2 400 kilomètres de côtes qui donnent sur l'océan Pacifique, le Chili est en fait un des cinq principaux pays de pêche au monde, avec un niveau de prises de plus de cinq millions de tonnes par an, dont 400 000 tonnes sont attribuables à la pêche artisanale.

S'il est certain que les 53 000 pêcheurs qui travaillent actuellement ne contribuent que 6,7 % des prises totales du pays, les devises correspondantes représentent une contribution très importante à l'économie du pays.

Des 840 millions de dollars que le secteur des pêches a contribué en 1988, 40 % (c'est-à-dire 336 millions de dollars) correspondent au secteur artisanal.

Une vie d'efforts

Le Chili compte 189 anses, dont 70 % sont rurales, le reste se trouvant en zones urbaines ou à proximité de celles-ci. Selon ce que rapporte Hugo Arancibia, trois groupes de personnes y travaillent: les pêcheurs qui sont les plus nombreux et représentent 45 % de la force ouvrière; les pêcheurs de fruits de mer qui forment 27 % des travailleurs, et les personnes qui